

ROYAUME-UNI

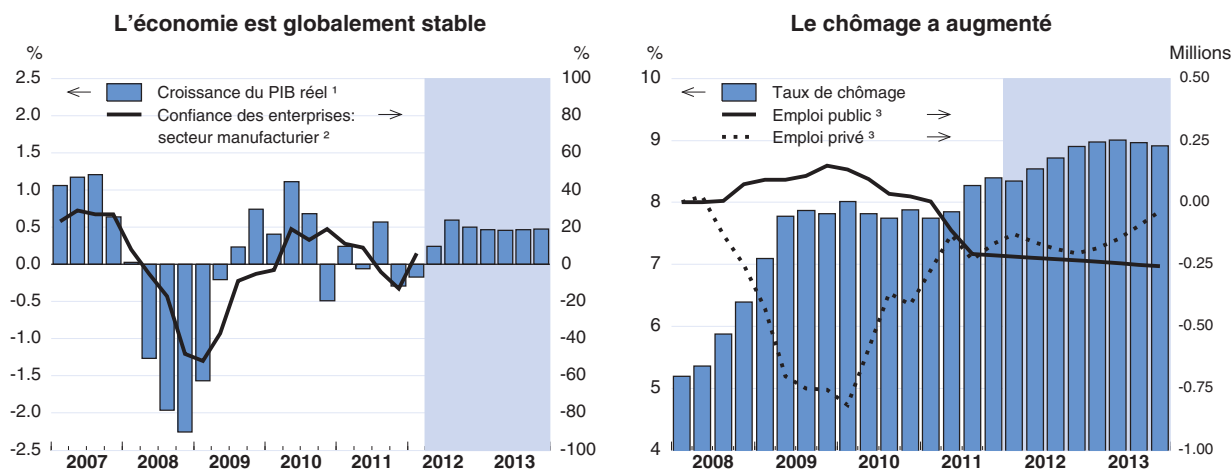
Le ralentissement de l'économie mondiale et les incertitudes pesant sur les perspectives de la zone euro, auxquels s'ajoutent la rigueur budgétaire et le désendettement du secteur privé, pénalisent l'activité. La croissance restera faible au premier semestre 2012, mais devrait s'accélérer ensuite, à mesure que la hausse des revenus réels, découlant d'un ralentissement de l'inflation, soutiendra la consommation privée et qu'une demande extérieure plus vigoureuse redynamisera les exportations et l'investissement des entreprises. Le chômage continuera de progresser pendant la période de prévision en raison des suppressions de postes dans l'administration publique et de la faible croissance de la production.

La réduction des déficits publics est en bonne voie, raffermissant la crédibilité de la politique budgétaire et permettant de laisser jouer les stabilisateurs automatiques. Des réformes structurelles visant à promouvoir la viabilité des finances publiques, à consolider le secteur financier et à améliorer les performances de l'enseignement devraient contribuer au nécessaire rééquilibrage de l'économie en faveur des exportations et de l'investissement plutôt que de la consommation privée et des dépenses publiques financées par la dette.

L'économie est globalement stable

Les faiblesses actuelles de l'économie mondiale aggravent les effets restrictifs de l'assainissement budgétaire profond mais indispensable, dans un contexte d'érosion du pouvoir d'achat par l'inflation et de désendettement du secteur privé. Les ménages limitent leurs dépenses en raison du recul de leurs revenus réels, de l'augmentation du chômage et d'un endettement toujours parmi les plus élevés de l'Union européenne. Le ralentissement de l'économie mondiale et les piètres performances à l'exportation – malgré la forte dépréciation de la livre sterling au cours des dernières années – freinent la reprise. L'atonie de la demande intérieure et

Royaume-Uni



1. Variations d'un trimestre à l'autre.
2. Se réfère aux commandes intérieures.
3. Variations par rapport à 2008T1.

Source : Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE n° 91 et British Chambers of Commerce.

StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/888932611508>

Royaume-Uni : **Emploi, revenu et inflation**

Pourcentages de variation

	2009	2010	2011	2012	2013
Emploi	-1.6	0.3	0.5	-0.2	0.1
Taux de chômage ¹	7.6	7.9	8.1	8.6	9.0
Rémunération des salariés	0.8	3.2	2.1	1.8	2.8
Coûts unitaires de main-d'œuvre	5.4	1.1	1.5	1.3	0.9
Revenu disponible des ménages	2.9	4.1	2.4	1.9	1.7
Déflateur du PIB	1.7	2.9	2.3	1.9	1.7
Indice des prix à la consommation harmonisé ²	2.2	3.3	4.5	2.6	1.9
IPCH sous-jacent ³	1.7	2.7	3.0	1.7	1.7
Déflateur de la consommation privée	1.4	4.1	4.0	2.3	1.8

1. En pourcentage de la population active.

2. Connu sous le nom de IPC au Royaume-Uni.

3. Indice des prix à la consommation harmonisé, hors énergie, alimentation, alcool et tabac.

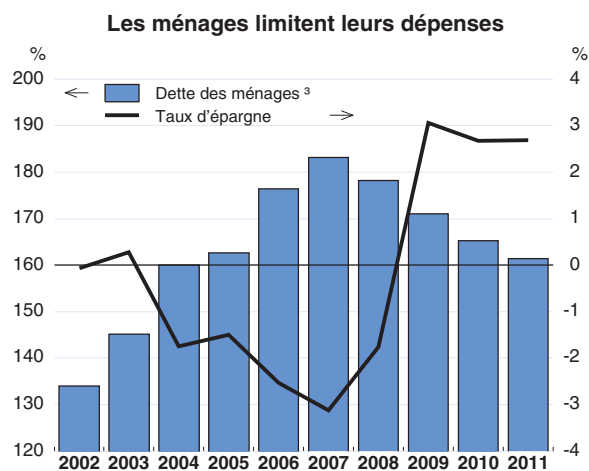
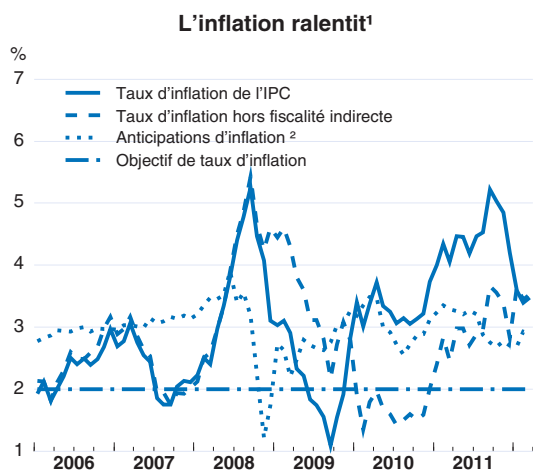
Source : Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 91.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888932612895>

extérieure, le resserrement du crédit et les grandes incertitudes quant à l'évolution de l'économie mondiale se traduisent par un fléchissement de l'investissement

Le chômage a augmenté

Le chômage baisse légèrement récemment, mais a nettement augmenté depuis la mi-2011, car l'administration publique a procédé à des délestages de main-d'œuvre et les créations d'emplois du secteur privé sont freinées par la lenteur de la croissance de la production. Alors que la baisse des salaires réels apporte un certain soutien à l'emploi, les entreprises ne montrent guère d'empressement à embaucher, en raison


Royaume-Uni

1. Pourcentage de variation en glissement annuel.

2. Écarts de rendement implicite à 10 ans entre les obligations de référence du gouvernement et les obligations indexées.

3. En pourcentage du revenu disponible des ménages.

Source : Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE n° 91, Bank of England et Office for National Statistics.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888932611527>

Royaume-Uni : Indicateurs financiers

	2009	2010	2011	2012	2013
Taux d'épargne des ménages ¹	7.8	7.2	7.4	6.6	5.4
Solde financier des administrations publiques ²	-11.0	-10.3	-8.4	-7.7	-6.6
Dette brute des administrations publiques ²	72.4	81.9	97.9	104.2	108.2
Dette brute des administrations publiques, définition Maastricht ²	68.2	75.7	82.9	89.6	94.1
Balance des opérations courantes ²	-1.5	-3.3	-1.9	-2.1	-1.0
Taux d'intérêt à court terme ³	1.2	0.7	0.9	1.0	0.7
Taux d'intérêt à long terme ⁴	3.6	3.6	3.1	2.6	3.7


1. En pourcentage du revenu disponible.

2. En pourcentage du PIB.

3. Taux interbancaire à 3 mois.

4. Obligations d'État à 10 ans.

Source : Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 91.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888932612914>

de la faible demande de biens et services et des incertitudes relatives aux perspectives économiques. Le chômage élevé des jeunes – un jeune sur cinq en âge de travailler est sans emploi – est très préoccupant. Il convient d'éviter, en mettant en œuvre des politiques d'activation du marché du travail, que les jeunes sans emploi, sortis du système scolaire ou qui ne suivent aucune formation soient exclus de manière permanente de la population active, ce qui aurait des conséquences économiques et sociales désastreuses.

Royaume-Uni : Demande et production


	2010	2011	2012	2013	Quatrième trimestre		
					2011	2012	2013
	Prix courants milliards de £	Pourcentages de variation annuelle, en volume (prix de 2008)					
PIB aux prix du marché	1 463.7	0.7	0.5	1.9	0.5	1.2	1.9
Consommation privée	942.0	-1.2	0.8	1.4	-1.2	1.4	1.2
Consommation publique	337.4	0.1	-0.7	-1.8	0.3	-1.6	-1.8
Formation brute de capital fixe	218.2	-1.2	-0.9	2.8	-1.0	0.0	3.4
Secteur public ¹	39.6	-9.6	-6.8	-3.9	-7.2	-3.9	-3.9
Secteur privé : résidentiel	56.3	-0.4	-3.3	1.8	-2.9	-1.8	1.7
Secteur privé : autres	122.3	1.2	1.8	5.3	1.6	2.0	6.3
Demande intérieure finale	1 497.6	-0.9	0.2	0.9	-0.8	0.5	0.9
Variation des stocks ²	2.8	0.1	0.1	0.0			
Demande intérieure totale	1 500.5	-0.9	0.2	0.9	-0.7	0.7	0.9
Exportations de biens et services	440.9	4.6	1.9	5.3	0.7	3.1	5.8
Importations de biens et services	477.6	1.2	1.5	2.3	-1.3	1.6	2.6
Exportations nettes ²	- 36.7	1.0	0.1	1.0			

Note : Des prévisions trimestrielles détaillées sont disponibles dans l'annexe statistique pour les sept pays principaux, la zone euro et l'ensemble de l'OCDE.

1. Y compris les entreprises publiques et nationalisées.

2. Contributions aux variations du PIB en volume (en pourcentage du PIB en volume de l'année précédente), montant effectif pour la première colonne.

Source : Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 91.


StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888932612933>

Royaume-Uni : Indicateurs extérieurs

	2009	2010	2011	2012	2013
Milliards de \$					
Exportations de biens et services	618.9	681.3	781.3	811	878
Importations de biens et services	658.8	738.2	825.9	854	897
Balance commerciale	- 39.9	- 56.9	- 44.6	- 43	- 19
Solde des invisibles	8.5	- 18.3	- 1.7	- 9	- 7
Balance des opérations courantes	- 31.4	- 75.2	- 46.3	- 52	- 25
Pourcentages de variation					
Exportations de biens et services en volume	- 9.5	7.4	4.6	1.9	5.3
Importations de biens et services en volume	- 12.2	8.6	1.2	1.5	2.3
Résultats à l'exportation ¹	1.7	- 3.0	- 0.6	- 1.7	- 1.2
Termes de l'échange	- 0.5	- 0.6	- 0.8	- 0.1	0.2

1. Ratio du volume des exportations sur le marché correspondant pour le total des biens et services.

Source : Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 91.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888932612952>

Le déficit budgétaire doit être réduit comme prévu

L'assainissement budgétaire freine la croissance. Cependant, le déficit des finances publiques étant encore supérieur à 8 % du PIB et la dette publique brute dépassant 80 % du PIB, la marge de manœuvre de la politique budgétaire est extrêmement étroite. L'ambitieux programme gouvernemental visant à restaurer la viabilité des finances publiques demeure sur la bonne voie malgré une croissance économique décevante. La réalisation des objectifs de déficit est devenue plus crédible, comme en attestent les taux d'intérêt très bas sur les titres de la dette publique à long terme. Cette crédibilité permet au gouvernement de laisser jouer les stabilisateurs automatiques, conformément au mandat budgétaire.

La politique monétaire soutient l'activité

Avec un taux directeur à 0.5 % et un programme d'assouplissement quantitatif qui s'élève à 325 milliards GBP (21 % du PIB) depuis février 2012, la politique monétaire apporte un soutien important et adéquat à l'économie.

L'économie devrait se redresser au second semestre 2012

Le PIB continuera de stagner au premier semestre de 2012. La croissance devrait s'accélérer au deuxième semestre, lorsque le recul de l'inflation libèrera du pouvoir d'achat, stimulant la consommation privée, et qu'une embellie de la situation internationale favorisera les exportations et l'investissement. Néanmoins, le désendettement des ménages limitera sans doute l'essor de la consommation durant la période de prévision. L'aggravation du chômage, qui atteindra probablement 9 % de la population active en 2013, se poursuivra.

Les réformes structurelles posent les fondements d'une croissance durable

Le gouvernement met en œuvre un certain nombre de réformes qui, si elles portent leurs fruits, stimuleront la croissance à court et à long terme. Il s'est engagé à repousser l'âge de la retraite en fonction des gains d'espérance de vie, favorisant la viabilité à long terme des finances publiques. La mise en œuvre des recommandations de l'*Independent Commission on Banking* consolidera le système financier. Les programmes

publics de formation et d'apprentissage permettront de mieux intégrer les jeunes sur le marché du travail et de disposer d'un vivier plus important de travailleurs qualifiés. Le projet de réforme de l'aménagement du territoire et d'autres réformes dans ce domaine permettraient au marché du logement de mieux se porter et assureraient la croissance du secteur de la construction.

**Les risques sont
principalement orientés à la
baisse**

Une dégradation de l'économie mondiale porterait atteinte aux exportations et à la croissance alors même que la demande intérieure restera sans doute limitée. La crise financière mondiale pourrait entraîner un durcissement des conditions financières. Un renchérissement du pétrole et des matières premières grèverait le pouvoir d'achat, ce qui freinerait la reprise de la consommation. Le sentiment d'incertitude et la montée du chômage peuvent inciter les ménages à augmenter leur épargne de précaution. Une économie mondiale plus vigoureuse que prévu redynamiserait les exportations, relancerait l'investissement et restaurerait la confiance. La situation financière des entreprises est saine, ménageant des possibilités d'expansion rapide lorsque les conditions s'amélioreront.



Extrait de :
OECD Economic Outlook, Volume 2012 Issue 1

Accéder à cette publication :

https://doi.org/10.1787/eco_outlook-v2012-1-en

Merci de citer ce chapitre comme suit :

OCDE (2012), « Royaume-Uni », dans *OECD Economic Outlook, Volume 2012 Issue 1*, Éditions OCDE, Paris.

DOI: https://doi.org/10.1787/eco_outlook-v2012-1-9-fr

Ce document, ainsi que les données et cartes qu'il peut comprendre, sont sans préjudice du statut de tout territoire, de la souveraineté s'exerçant sur ce dernier, du tracé des frontières et limites internationales, et du nom de tout territoire, ville ou région. Des extraits de publications sont susceptibles de faire l'objet d'avertissements supplémentaires, qui sont inclus dans la version complète de la publication, disponible sous le lien fourni à cet effet.

L'utilisation de ce contenu, qu'il soit numérique ou imprimé, est régie par les conditions d'utilisation suivantes :

<http://www.oecd.org/fr/conditionsdutilisation>.